



Mars 2010

Colloque

Evaluations

Pour qui ?

Pour quels usages ?

Pour quelle finalité ?

www.snuipp.fr

Syndicat National Unitaire
des Instituteurs, Professeurs des écoles
et PEGC

Mercredi 28 avril

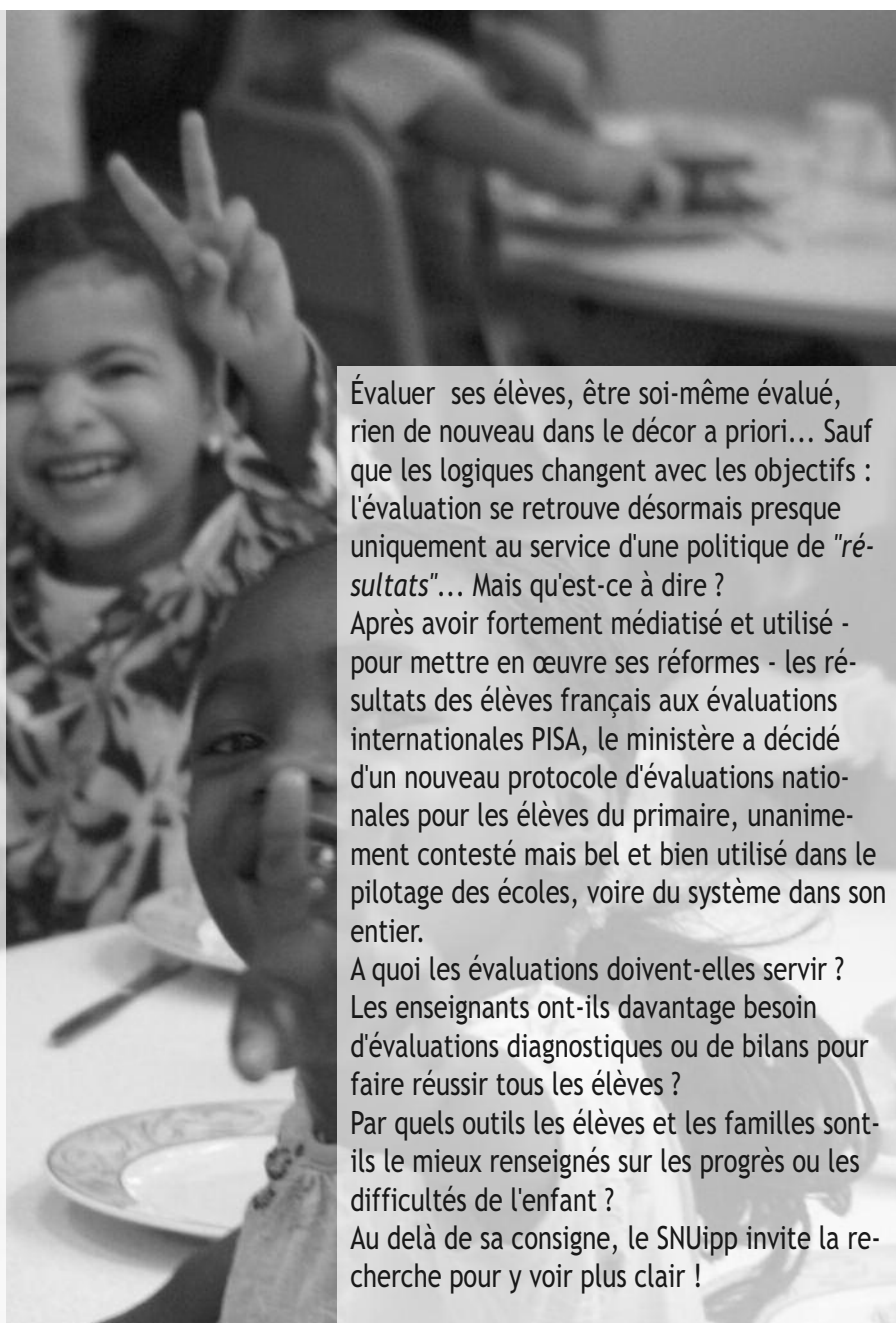
salle Victor Hugo

33 rue Bossuet

LYON

(métro Masséna ou Foch, ligne A)

- 9h00 - Accueil
- 9h30 - Introduction
- 10h00 - Jean-Claude Emin, ancien secrétaire général du Haut Conseil à l'évaluation de l'école et sous directeur à l'évaluation au Ministère de l'éducation nationale
Évaluation à l'école : historique et usages politiques.
- 11h00 - Roger Establet, sociologue, professeur puis professeur émérite à l'Université de Provence
PISA : l'école française à l'épreuve des comparaisons internationales.
- 12h00 - Pause déjeuner
- 13h30 - Débat
- 14h30 - Anne-Marie Chartier, maître de conférences à l'INRP, au Service d'Histoire de l'éducation
Évaluation à l'école : des résultats standards aux pratiques pédagogiques.
- 15h30 - Débat
- 16h15 - Conclusion



Évaluer ses élèves, être soi-même évalué, rien de nouveau dans le décor a priori... Sauf que les logiques changent avec les objectifs : l'évaluation se retrouve désormais presque uniquement au service d'une politique de "résultats"... Mais qu'est-ce à dire ?

Après avoir fortement médiatisé et utilisé - pour mettre en œuvre ses réformes - les résultats des élèves français aux évaluations internationales PISA, le ministère a décidé d'un nouveau protocole d'évaluations nationales pour les élèves du primaire, unanimement contesté mais bel et bien utilisé dans le pilotage des écoles, voire du système dans son entier.

A quoi les évaluations doivent-elles servir ? Les enseignants ont-ils davantage besoin d'évaluations diagnostiques ou de bilans pour faire réussir tous les élèves ?

Par quels outils les élèves et les familles sont-ils le mieux renseignés sur les progrès ou les difficultés de l'enfant ?

Au delà de sa consigne, le SNUipp invite la recherche pour y voir plus clair !

Évaluation des acquis des élèves en fin d'école maternelle.

A première vue, ces évaluations doivent rester des outils d'aide à l'évaluation mis à disposition des collègues et peuvent être un point d'appui pour la remédiation : elles sont proposées suffisamment tôt dans l'année pour que les enseignants puissent se les approprier.

Elles n'ont pas de caractère national obligatoire, elles ne sanctionnent pas les élèves par un codage juste/faux, elles sont assorties de pistes pour la remédiation.

les situations proposées peuvent être adaptées au contexte de la classe.

Il est conseillé de considérer les résultats dans une perspective dynamique, en tenant compte des progrès réalisés depuis l'entrée en maternelle.

Néanmoins, il faut être vigilants sur l'utilisation que les IA ou les IEN souhaitent en faire. Il est important de laisser les conseils de maîtres décider de l'utilisation de ces outils, de leur pertinence en fonction des besoins de leurs élèves et des projets d'école.

Par ailleurs, certaines critiques portant sur leur conception ont déjà été formulées.

Rémi Brissiaud conteste l'item utilisé pour évaluer la compétence numérique : à lire sur le site du SNUipp.

<http://www.snuipp.fr/spip.php?article7021>



Le SNUipp et les évaluations CE1 / CM2 :

La réflexion a permis au fil du temps de clarifier les différentes situations d'évaluation : diagnostique, bilan, formative, sommative... Les enseignants ont appris à jongler avec ces concepts pour mieux aider les élèves ! Les évaluations nationales, diagnostiques, ont vu le jour en 1989 à l'entrée des classes de CE2, 6ème et 2nde. Dans les écoles, elles ont souvent été utilisées pour mieux prévenir et prendre en charge les difficultés des élèves.

La rentrée 2008 a marqué une rupture sans qu'aucune concertation avec les enseignants n'ait permis d'en cerner les objectifs réels. S'appuyant sur les résultats aux évaluations PISA et sur le chiffre de 15 % d'élèves en échec à la fin de l'école primaire, Xavier Darcos a décidé de nouveaux protocoles d'évaluation pour l'école. Désormais placés en CE1 et CM2, soit en fin de cycles 2 et 3, ils apparaissent comme des bilans liés à la mise en œuvre de nouveaux programmes et de l'aide personnalisée, voire, pour les CM, aux stages de remise à niveau.

Très contesté, et bien au-delà des seuls enseignants, ce nouveau dispositif d'évaluations, malgré les quelques modifications apportées entre les versions de 2009 et 2010, ne permet pas de clarifier les objectifs, ne fournit pas d'informations suffisamment précises pour la régulation des apprentissages dans les classes et n'aide pas à la communication avec les parents. Il ne permet pas de mesurer et valoriser les progrès des élèves et le fait de proposer une aide, dans une logique de rattrapage, hors du temps scolaire, ne saurait être la solution. Ces dispositifs renvoient la responsabilité de l'échec scolaire aux élèves et à leur famille. L'aide doit passer par la différenciation en classe et être envisagée avec le RASED si besoin.

Le SNUipp réclame donc la suspension du protocole pour une remise à plat, portant sur les éléments suivants : leur fiabilité et leur rigueur scientifique, la confusion entre évaluations « bilan » et « diagnostic », la date de passation, le codage et l'absence de prise en compte des réussites partielles.

Colloque Evaluations Pour qui ? Pour quels usages ? Pour quelle finalité ?

Mercredi 28 avril 2010
salle Victor Hugo

33 rue Bossuet

LYON

(métro Masséna ou Foch, ligne A)

Jean-Claude Émin

Ancien sous-directeur de l'évaluation à la DEPP, ancien secrétaire général du Haut Conseil de l'évaluation de l'école.



Evaluation à l'école : historique et usages politiques

(extraits choisis) Jean-Claude Émin,

Les récentes évaluations CM2, contestées par tous, inefficaces, inquiétantes, ont fait beaucoup de bruit. Pendant ce temps, d'autres telles que l'étude sur l'évolution des performances en « lire, écrire, compter » des élèves de CM2 entre 1987 et 2007 restent confidentielles alors que l'exploitation de leurs résultats pourrait orienter de façon utile les pratiques des enseignants.

Cette évaluation se donne l'apparence de contribuer à la mise en place des aides alors qu'elle ne peut pas servir au diagnostic des difficultés puisque le mode de correction retenu est binaire. Voilà comment on vide de son sens l'évaluation diagnostique, mise en place en 1989, et que le Haut Conseil de l'évaluation de l'école considère très positivement.

Pourtant, des outils d'évaluation diagnostique de qualité devraient aider les enseignants à repérer les difficultés de chacun de leurs élèves et à mettre en place les progressions les mieux adaptées pour les faire réussir... Les responsables de la politique pédagogique proposent d'ailleurs aux enseignants des circulaires et des incantations sur le soutien que des formations et des outils qui les aident à mieux prendre en compte l'hétérogénéité de leurs élèves.

Anne-Marie Chartier

Agrégée de philosophie, docteur en sciences de l'éducation. Ses publications récentes concernent l'histoire de la scolarisation de l'écrit, les méthodes d'enseignement de la lecture en France et en Europe occidentale, et plus largement, l'histoire de la formation des maîtres et des pratiques d'enseignement.



Évaluation à l'école : des résultats standards aux pratiques pédagogiques

Les premières évaluations CE2-6e ont eu lieu en 1989, il y a plus de vingt ans. Depuis, des épreuves standardisées ont régulièrement permis de situer les élèves ou les classes par rapport à des moyennes nationales ou internationales et de « mesurer » des écarts entre écoles, que les maîtres connaissaient seulement de façon empirique et qualitative.

Ces épreuves, conçues pour être applicables n'importe où, ne concernent pourtant que certaines compétences (lire, écrire, calculer, pour l'essentiel), ne disent pas comment améliorer les résultats insuffisants et sont loin d'évaluer tous les acquis scolaires. Elles ne prennent pas davantage en compte les activités spécifiques à chaque classe.

Quels sont les risques de dérive ? Comment définir des règles d'usage de ces protocoles pour aider les pratiques pédagogiques et non pas alourdir sans bénéfice le travail des maîtres ?

Roger Establet

Ancien professeur émérite de l'Université de Provence, Roger Establet est un sociologue spécialisé dans l'éducation.



PISA : l'école française à l'épreuve des comparaisons internationales.

« Nous sommes le pays où selon l'origine sociale, les écarts sont les plus importants entre les élèves d'origine favorisée et les autres ». C'est un des enseignements que Roger Establet donne à voir des résultats PISA. Ainsi, en culture scientifique, il est de 122 points en France alors qu'il n'est que de 63 en Finlande, 68 au Canada et 87 en Espagne. Même verdict concernant la compréhension de l'écrit et les mathématiques, où les écarts selon le statut économique social et culturel des familles sont tout aussi conséquents. Ce problème est-il insoluble ? « Tout au contraire » avance le sociologue.

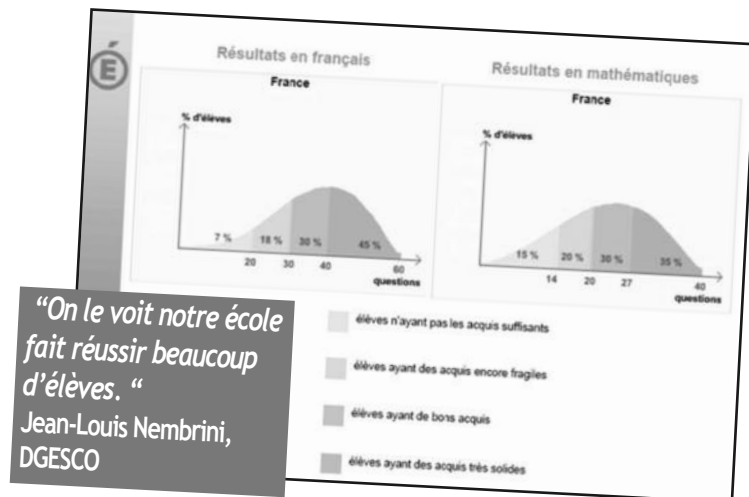
Ces comparaisons internationales montrent qu'il y a des pays qui parviennent à limiter les inégalités, mais que « ce n'est pas le cas de la France ». A tel point qu'en Finlande, là encore, un enfant d'ouvrier a de meilleures performances en mathématiques qu'un enfant français de catégorie favorisée. Mais, cette comparaison a-t-elle un sens ? La Finlande pays socialement homogène n'a rien à voir avec la France. Elle ne possède pas, par exemple, une population allochtone dont on sait qu'elle subit de plein fouet le poids des inégalités sociales. Là encore, PISA défait les stéréotypes. « Le pourcentage d'immigrés dans un pays ne fait aucunement baisser la moyenne de performance de son système scolaire » insiste Roger Establet. Même constat concernant les inégalités sexuelles, celles-ci ne sont pas une fatalité, les écarts entre les filles et les garçons étant très réduits dans les pays affichant une performance globale très forte. Et Roger Establet d'ouvrir une perspective à méditer. « On voit aussi que les systèmes qui atténuent les inégalités possèdent une efficacité globale plus forte. Les pays de l'OCDE qui limitent les effets de l'héritage social et culturel sont caractérisés par un meilleur niveau scolaire. Les systèmes scolaires les moins inégalitaires socialement sont aussi les plus efficaces ».

Résultats aux évaluations CM2

En mars 2009, le ministère rendait publics les résultats aux évaluations CM2.

Pour la première fois depuis la nomination de Xavier Darcos, le ministère de l'Éducation nationale fait mine de découvrir qu'une large majorité d'élèves obtient de bons résultats à l'école. Il s'agit d'un fait suffisamment rare pour être souligné. Est-ce l'effet des évaluations ou des actions des personnels et des parents ? Alors qu'un grand nombre d'enseignants ont suivi les consignes syndicales de ne faire passer aux élèves que les exercices sur les notions travaillées et de ne faire remonter que les résultats aux exercices réellement réalisés, chacun s'interroge sur la fiabilité de ces évaluations.

Quel crédit donner alors aux résultats présentés par le ministère ?



Évaluations internationales

PISA

Depuis plus de quinze ans, l'OCDE collecte des données comparatives sur le fonctionnement et les effets des systèmes éducatifs des états qui en font partie.

Depuis 2000, le projet PISA (Programme for International Student Assessment) évalue tous les trois ans les compétences des jeunes de 15 ans : compréhension de l'écrit, culture mathématique et scientifique. 90 pays participent à ce programme.

La France, classée au 17ème rang sur les 57 pays, se situe toutefois dans la moyenne des pays de l'OCDE, mais avec des écarts importants selon l'origine sociale des élèves.

PIRLS

PIRLS (Progress in International Reading Literacy Study) est un dispositif d'enquête et d'étude portant sur les aptitudes en lecture des enfants de 9/10 ans et leur contexte familial et scolaire. (2001 et 2006 : 40 pays concernés)

A quoi ça sert ?

Ces publications, en particulier PISA, ont pour objectif d'accroître la connaissance des systèmes éducatifs en les comparant et en fournissant des indicateurs statistiques et des indicateurs informatifs.

Le SNUipp et les évaluations

L'évaluation est partie intégrante des pratiques professionnelles. Elle est nécessaire aux élèves, aux enseignants, aux parents, mais aussi à l'analyse et la régulation du système.

Depuis 2009, la rupture de la logique des évaluations nationales est très largement dénoncée : sans intérêt pédagogique autre que la vérification de l'acquisition de nouveaux programmes, elles visent prioritairement le pilotage du système par les résultats des élèves.

Le SNUipp, qui s'est opposé vigoureusement à toute publication des résultats école par école, refusera également toute utilisation des résultats pour l'évaluation des enseignants.

En liant l'évaluation au versement d'une prime, le ministère crée la division au sein des équipes et verse une prime pour rémunérer une mission habituelle.

Le SNUipp est opposé à ce système de prime qui ne permet pas de répondre au besoin de revalorisation.

Toute évaluation nationale devrait permettre de participer à une meilleure réussite des élèves. Il serait temps de tenir compte de l'avis des professionnels de terrain, des résultats de la recherche et de partir de ces constats pour l'élaboration d'un plan national de formation initiale et continue, d'un accompagnement des équipes pédagogiques et de la mise à disposition d'outils et de ressources spécifiques.

Cette journée doit contribuer à construire les propositions que le SNUipp portera ... pour l'avenir.